



Allocution du 01^{er} juin 2024

Allocution du Président du LGD à la clôture du conclave LGD 2024

Matata Ponyo Mapon

Kinshasa, le 1^{er} juin 2024

**Messieurs les Membres du Bureau Politique ;
Monsieur le Secrétaire Général ;
Mesdames et Messieurs les Membres du Collège
des Fondateurs ;
Mesdames et Messieurs les Membres du
Directoire national ;
Mesdames et Messieurs les Présidents Fédéraux
et Délégués des provinces ;
Mesdames et Messieurs, à vos titres et qualités,
Chers Camarades,**

J'ai suivi avec beaucoup d'attention tous les travaux du Conclave et les rapports y relatifs qui viennent d'être lus. Vos réflexions ont permis de faire le point sur nos deux ans de lutte à contre-courant, de tirer les leçons des erreurs commises et de tracer un chemin pour le futur. En deux ans, notre parti, le LGD, a rayonné sur l'ensemble du territoire national et a

convaincu de millions de jeunes et vieux. Il compte désormais parmi les grandes forces politiques du microcosme politique national. Nous devons nous en féliciter.

De prime abord, je tiens à féliciter chacun d'entre vous pour votre participation active et productive. Ceci témoigne de votre attachement au LGD, votre parti, véhicule politique du changement que nous avons tous choisi pour conquérir le pouvoir et y accéder un jour . Et nous y arriverons. L'objectif étant de révolutionner la gestion de notre pays par un leadership et une gouvernance de qualité qui font cruellement défaut aujourd'hui.

Félicitations spéciales à nos camarades venus de l'intérieur du pays et qui sont décidés, comme leurs collègues de Kinshasa, à faire rayonner le LGD dans l'ensemble du territoire national. Salutations chaleureuses à tous les responsables et membres du LGD qui nous suivent en ligne à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. L'histoire de ce pays doit désormais se faire et s'écrire avec le LGD, parti de l'avenir et du progrès auquel une bonne partie des congolais croient pour la renaissance de leur pays.

**Mesdames et messieurs,
Chers Camarades,**

Aucun pays au monde ne s'est développé sans un leadership de qualité. L'histoire des grandes nations qui dominent le monde politique et économique d'aujourd'hui procède d'un leadership de qualité. L'histoire des économies émergentes qui rejoignent progressivement la cour des grands procède d'un leadership de qualité. L'histoire de quelques pays en développement qui se détachent du peloton et retrouvent la trajectoire du progrès est écrite avec la valeureuse encre du leadership de qualité.

A contrario, l'histoire des pays qui s'enfoncent dans le sous-développement procède d'un manque criant de leadership. La RDC, notre pays, se trouve malheureusement rangée dans cette dernière catégorie de pays qui ont choisi de se sous-développer et qui cherchent à justifier leur malheur par la mauvaise foi ou la non-assistance d'autres pays du monde. Cela est fondamentalement faux, voire ridicule. La situation dans laquelle nous sommes est la résultante de nos propres politiques, de notre propre vouloir. Nous devons l'assumer, mais aussi œuvrer avec détermination pour inverser cette tendance.

En effet, avec un leadership déficitaire, nous ne saurons jamais garantir la paix et la sécurité dans l'ensemble du pays. Nous sommes parmi les rares

pays au monde, si pas le seul, qui pensent que la sécurité d'un pays relève de la communauté internationale ou régionale. Voilà pourquoi depuis bientôt deux ans, la partie est du pays est occupée et administrée de nouveau par le M23. C'est ici l'occasion de partager notre sollicitude avec nos frères et sœurs meurtris du Nord-Kivu par cette guerre injuste qui découle fondamentalement de l'incapacité de notre gouvernement à assumer l'une de ses fonctions régaliennes et constitutionnelles, à savoir la protection de l'ensemble de la population à l'intérieur des frontières nationales. Notre sollicitude s'adresse aussi à nos frères et sœurs affectés par les tueries perpétrées par des groupes armés installés dans d'autres parties du pays, que ce soit à l'Est ou à l'Ouest.

**Mesdames et messieurs,
Chers Camarades,**

Le déficit chronique de leadership et de gouvernance s'est aussi illustré lors des élections présidentielle et législatives tant au niveau national que provincial qui se sont déroulées le 20 décembre 2023. Ces élections, qualifiées de scandale du siècle par tous les spécialistes du domaine, ont coûté inutilement au peuple congolais plus d'un milliard de dollars américains. Ce sont les élections les plus coûteuses que le pays n'ait

jamais connues. Elles resteront, en termes relatifs, parmi les plus couteuses du continent, si pas du monde. Ce qui est une honte pour un pays considéré comme parmi les plus pauvres du monde et vivant notamment de la perfusion des institutions financières internationales. Ce milliard de dollars pouvait servir à la construction des routes, des hôpitaux, des centres de santé, des universités, des écoles, des centrales hydro-électriques, des centres de distribution d'eau potable, bref, au progrès et au bonheur de l'ensemble des congolais.

Ce processus électoral a ressemblé à un match de football étrange entre l'équipe de la majorité et celle de l'opposition. L'arbitre et les juges de touche ont été tous recrutés par le pouvoir pour soutenir la majorité qui s'engageait avec un pronostic très défavorable. Pendant le match, les buts contre l'opposition étaient marqués, non seulement par les onze de la majorité alignés sur le terrain, mais aussi par les joueurs de réserve sur le banc qui s'improvisaient sur le terrain avec d'autres ballons, sous l'œil de tout le corps arbitral, y compris celui en charge du VAR. Le scandale a atteint son paroxysme lorsque l'arbitre a aussi décidé de marquer des buts contre l'opposition au grand étonnement de tous les spectateurs. Voilà un match qui aura jeté un discrédit total non seulement à la fédération de football qui n'est autre que la CENI,

à son organisateur qui n'est que le gouvernement, et à l'équipe adverse qui n'est que la majorité au pouvoir. Au regard de la flagrance des irrégularités qui ont émaillé le déroulement du match, personne n'a cru à la victoire invraisemblable de la majorité. En effet, le match a donné l'image d'une pièce de théâtre de tragi-comédie.

C'est dans ce contexte de désordre indescriptible et de tricherie à ciel ouvert organisés par le pouvoir que presque tous les députés du LGD élus au niveau national et provincial ont été remplacés par des candidats non élus de la majorité au pouvoir. Cela s'est fait avec la complicité et participation actives de la CENI. Je suis le seul rescapé de tous les élus nationaux du LGD, non pas parce que la CENI ne voulait pas m'éliminer, mais parce que le pouvoir avait eu peur de la population de Kindu qui m'a élu. Cette dernière avait promis de réagir en conséquence si son unique député élu que je suis n'était pas proclamé. Merci beaucoup à cette courageuse population de Kindu qui, malgré tous les stratagèmes inimaginables du pouvoir, a fait de moi l'un des meilleurs élus de l'ensemble de la République.

**Mesdames et messieurs,
Chers Camarades,**

À quoi cela aura servi de dépenser plus d'un milliard de dollars américains pour réaliser un simulacre d'élections ? Quelle est l'importance de la CENI devant ce type de théâtre électoral de mauvais goût qui déshonore le peuple congolais à travers le monde ? Une CENI dont certains responsables avaient des partis politiques et ont produit des députés issus de leurs propres familles ou de leurs clubs d'amis ? A quoi sert une CENI qui, au lieu d'instaurer la confiance entre le pouvoir et la population, crée plutôt la méfiance et la fracture sociale ? Si la CENI n'est plus une institution indépendante et transparente, pourquoi la garderons-nous encore ? Nous sommes en face d'une situation dramatique dans laquelle une institution citoyenne, en porte-à-faux avec sa mission principale, vole à un peuple l'un de ses droits les plus fondamentaux, celui de se choisir ses propres dirigeants pour conduire sa destinée. Devant cette impasse inédite qui met en danger l'existence même de la nation, le LGD suggère **la suppression pure et simple de la CENI**, car elle ne répond plus ni à l'essence de son existence, ni aux objectifs qui lui ont été assignés. Elle n'est plus crédible car la population ne lui fait plus confiance. Elle a perdu son âme et son esprit. Elle a perdu sa raison d'être. En lieu et place, le LGD suggère qu'une structure internationale indépendante spécialisée dans le domaine soit recrutée pour pouvoir organiser de

manière crédible les prochaines élections à l'horizon 2028. Les faibles en esprit diront que l'organisation d'un processus électoral relève de la souveraineté nationale. Qu'en est-il alors de l'appel des forces régionales pour rétablir la paix et la sécurité à l'Est ? Y a-t-il plus souverain que la protection des citoyens dans leur pays ?

**Mesdames et messieurs,
Chers Camarades,**

Recourir à l'expertise internationale sera la seule façon de convaincre la population d'aller encore voter. Sinon, la CENI enregistrera le taux de participation le plus faible de l'histoire électorale de notre pays. Parce que les gens ne croient plus en la CENI. À défaut de supprimer la CENI, ce serait mieux que le pouvoir organise un congrès de l'union sacrée pour la nomination des personnes à toutes les fonctions ouvertes au vote en décembre 2028 ; ce qui coûterait moins de cinq millions de dollars américains contre plus d'un milliard dépensé en 2023. Et les résultats seront identiques à ceux obtenus en décembre dernier. C'est-à-dire des personnes nommées et non élues. Enfin, nous recommandons qu'une commission d'enquête indépendante, constituée notamment des experts internationaux, soit constituée pour établir les responsabilités de

manquements graves qui ont émaillé tout le processus électoral et que les coupables soient sévèrement sanctionnés. Ce qui pourrait rétablir ne fût-ce que le peu de crédibilité dont les congolais ont encore besoin pour vivre dans le monde.

**Mesdames et messieurs,
Chers Camarades,**

Le déficit de leadership et de gouvernance au cours des cinq dernières années est à la base d'un système de gestion économique calamiteux caractérisé notamment par des détournements massifs des fonds et l'absence d'investissements publics. Le tableau socio-économique qui en découle est sombre : Les déficits budgétaires de l'État sont très élevés. Ils sont essentiellement financés par la planche à billets. Ces déficits sont aussi financés par l'accumulation des arriérés de salaires dans certains secteurs publics jusque parfois à dix mois, si pas plus. La croissance économique reste atone, ce qui accroît la pauvreté. Les taux d'inflation et de dépréciation monétaire sont très élevés, ce qui diminue le pouvoir d'achat de la population ; la vie devient de plus en plus chère. Le transport en commun est redevenu un casse-tête. Les embouteillages monstres de la ville de Kinshasa conduisent au désespoir des kinois qui ne savent plus à quel saint se vouer. La société de transport public

Transco est à l'agonie et n'a plus qu'un petit nombre des bus qui, pour rouler, achètent parfois le carburant chez les Kadhafi. Le calvaire est de retour dans le transport aérien. Congo Airways est à l'agonie et n'a plus d'avions. Cette compagnie aérienne nationale qui a fait la fierté de tous les congolais pendant près de sept ans utilise aujourd'hui de vieux avions de location qui n'inspirent pas confiance. Désormais, certaines personnes qui veulent aller de Kinshasa à Goma ou Lubumbashi passent par Addis-Abeba, Nairobi ou Johannesburg. La plupart des routes nationales entre provinces se sont renfermées et les chemins de fer sont dans un état de délabrement avancé. Les taux de couverture en eau potable et électricité sont en chute libre, y compris à Kinshasa, la capitale. L'endettement extérieur a repris son ascenseur et risque d'atteindre bientôt son niveau d'avant le point d'achèvement. A quoi aura servi autant de sacrifice des congolais pour obtenir l'effacement de près de dix milliards de dollars américains en juillet 2010 alors que j'étais ministre des finances ?

**Mesdames et messieurs,
Chers Camarades,**

Le tableau sombre ci-dessus décrit sommairement nécessite un sursaut d'honneur au sommet de l'État pour pouvoir renverser la situation. L'humilité est une

vertu de grandeur. Sans vouloir minimiser l'action du gouvernement récemment formé à qui je souhaite bonne chance, nous sommes convaincus que la crise de confiance aigue résultant de dernières élections, la frustration et le désespoir de la majorité des congolais qui en résultent constituent l'obstacle majeur qu'un tel gouvernement ne pourra pas franchir. Il faut donc rétablir la confiance nécessaire sur base de laquelle un gouvernement peut travailler pour opérer des réformes nécessaires à la reprise durable de l'économie nationale.

**Mesdames et messieurs,
Chers Camarades,**

Le déficit de leadership et de gouvernance est à la base d'une justice déficiente qualifiée de « malade » par le Président de la République. Je suis moi-même victime de ce dysfonctionnement dans le traitement des dossiers Bukangalongo et biens zaïrianisés. Dans les deux cas, la Constitution et les lois organisant le fonctionnement des institutions judiciaires ont été systématiquement violées pour obtenir coûte que coûte ma condamnation. L'objectif principal était de m'exclure de la course présidentielle de décembre 2023. Plusieurs fois, les responsables politiques de la majorité au pouvoir m'ont clairement indiqué qu'il n'y avait pas d'infraction judiciaire, mais qu'il s'agit plutôt

d'une infraction politique. Et que refuser d'intégrer l'Union sacrée et de retirer ma candidature de l'élection présidentielle constituaient deux infractions graves susceptibles d'un emprisonnement. En politique, le droit est au service du pouvoir, m'ont répété plusieurs fois certains responsables de l'union sacrée. De quoi réveiller Montesquieu de sa tombe. Lui qui a prôné la séparation des pouvoirs pour garantir l'indépendance de la justice. Un haut dirigeant du parti au pouvoir m'a même dit que si je n'ai pas été arrêté avant les élections, c'est parce que le pouvoir l'a voulu. C'est-à-dire que le jour où le pouvoir voudra le contraire, je serai condamné. La justice est donc inféodée au pouvoir ; ce qui est anticonstitutionnel.

C'est bien de se taper la poitrine d'avoir violé la Constitution pour tenter de condamner un opposant politique qui n'a volé aucun dollar du Trésor public. Et de laisser en liberté ceux qui ont effectivement détourné des centaines de millions de dollars du Trésor public et qui sont connus par toute la population. C'est aussi bien de savoir que telles actions désacralisent le combat politique mené pendant plus de trente ans par l'emblématique Etienne Tshisekedi wa Mulumba pour la restauration de l'État de droit dans notre pays. La meilleure façon d'honorer ce premier docteur en droit de l'université Louvanium est de s'interdire de tordre le droit comme

cela est devenu la règle dans notre pays au cours de ces cinq dernières années. Bien plus, on ne peut pas chercher une chose et son contraire. En effet, on ne peut pas chercher à améliorer le climat des affaires tout en violant régulièrement les lois de la République ! On ne peut pas inviter les investisseurs étrangers dans le pays tout en accroissant l'incertitude de l'environnement juridique interne ! S'il y a un parti dans ce pays dont les membres ne pouvaient nullement accepter la violation d'un seul article de la Constitution ou d'une loi, c'est bien l'UDPS. Nous devons nous rappeler que la justice élève la nation ; à contrario, l'injustice, telle celle que nous vivons depuis cinq ans, est de nature à détruire les fondements socio-économiques du pays de manière durable. Le pouvoir politique doit se ressaisir pour rétablir la justice afin de garder la cohérence de son action politique et économique et de poser les bases d'un avenir radieux pour tous les congolais. En attendant que la justice soit guérie, le pouvoir politique se doit de mettre fin à toutes les poursuites politico-judiciaires contre les opposants politiques et de libérer ceux qui se trouvent déjà en prison. Il en va de la crédibilité du pouvoir et de la détente du climat politique totalement pollué.

Au regard de ce qui précède, il serait inacceptable de réviser la Constitution actuelle, quelles que soient ses

imperfections, si elles existent réellement. Pourquoi doit-on réviser une Constitution qui n'est nullement respectée par le pouvoir actuel ? Est-ce que le leadership et la gouvernance de qualité dont les congolais ont besoin sont conditionnés par la révision constitutionnelle ? En réalité, non. Parce que des pays comme l'Israël, la Nouvelle-Zélande, et la Grande Bretagne n'ont pas de Constitution formelle ; toutefois, ils sont respectueux des lois qui les régissent et sont de loin développés par rapport à la RDC. Ne cherchons pas de bouc émissaire pour tenter de plonger encore une fois le pays dans le désordre politique dont nul n'est en mesure de prédire l'issue. Et personne ne viendra investir dans un pays qui s'enfonce dans la tempête d'une révision constitutionnelle. Dans tous les cas, le LGD s'opposera à toute manœuvre visant à changer ou à réviser notre constitution.

**Mesdames et messieurs,
Chers Camarades,**

Nous sommes au lendemain d'un processus électoral chaotique qui a détruit le fondement substantiel de notre démocratie, à savoir la confiance. Rien d'excellent, d'appréciable et de durable ne peut être fait sans la confiance. Au lieu d'avoir un processus électoral, nous avons eu un processus de nomination.

Au lieu d'avoir des élus, nous avons eu pour une bonne partie des personnes nommées : Des époux, femmes, oncles, tantes, cousins, cousines, frères, sœurs, beaux-fils, belles-filles, beaux-frères, belles sœurs, etc... Sur base de ce constat malheureux et unique en son genre, certains d'entre nous sont découragés et se posent la question sur l'opportunité de continuer à œuvrer dans la politique. Œuvrer dans un système où seuls la ruse, la tricherie, la mesquinerie, la malhonnêteté, l'injustice, l'inconstance, les coups bas, la fraude et la corruption sont les facteurs de réussite. C'est ici l'occasion pour moi de vous rappeler que lorsqu'on s'engage en politique pour faire la politique au sens vrai du terme, c'est-à-dire, travailler pour changer les choses au service du peuple et non de soi-même, il faut se préparer à affronter les obstacles de toute nature, y compris les plus imprévisibles et inimaginables comme ceux que nous avons vécus en décembre 2023, à savoir :

- Une fraude électorale minutieusement préparée par la CENI, organe chargé de la transparence électorale,
- La prolongation des opérations de vote pendant près d'une semaine en violation de la loi ;

- Une tricherie à ciel ouvert avec des machines à voter mises à la disposition de beaucoup de candidats de la majorité présidentielle par la CENI, et
- Le remplacement des personnes élues par celles non élues par la CENI.

Face à cette situation abjecte qui rappelle la dictature de triste mémoire, il faut savoir s'armer du courage.

- Courage de bien digérer les échecs pour empêcher qu'ils se répètent ;
- Courage de se recharger en énergie pour continuer à se battre pour l'instauration d'un État de droit qui a totalement disparu ;
- Courage d'affronter des nouveaux obstacles avec plus d'intelligence, de dextérité et de sagesse.

En effet, nous avons perdu la bataille de décembre 2023, mais nous n'avons pas perdu la guerre devant nous permettre d'accéder un jour au pouvoir. Le pays nous a tout donné ; nous avons donc l'obligation de continuer à nous sacrifier et à nous battre pour le sortir de l'opprobre et du déshonneur dans lequel il se trouve plongé. La RDC est devenue l'objet de moquerie et d'humiliation dans le monde. Nous ne pouvons pas l'abandonner.

Voilà pourquoi j'en appelle à votre sens élevé de patriotisme pour vous réengager dans la lutte en faveur de notre peuple. Le moment est venu de redonner foi à ce dernier, foi en l'avenir et en sa destinée de locomotive de l'Afrique entière. Puissiez-vous être rassurés, chers Camarades du LGD, que je m'y engage autant que vous et que mon engagement n'a jamais été aussi ferme qu'aujourd'hui.

C'est aussi l'occasion de sensibiliser la communauté internationale, l'ensemble des églises de notre pays ainsi que les organisations non gouvernementales de défense des droits civiques de ne pas rester inactives comme c'est le cas depuis près de trois ans. Le peuple congolais n'arrive toujours pas à comprendre le sens de votre silence face à toutes les violations de la constitution et les lois du pays, à toutes les irrégularités qui ont conduit au chaos électoral et au détournement massif des fonds publics, y compris ceux reçus des institutions internationales. Le peuple a conclu, à tort ou à raison, en votre complicité tacite avec le gouvernement contre son bonheur. Ce qui serait inimaginable et inacceptable. J'invite donc l'ensemble des institutions et structures ci-haut citées à sortir du silence et de l'inaction pour répondre à l'appel pressant de la population. Chacune d'entre vous a une responsabilité éthique et morale dans l'aggravation de la situation socio-économique de notre pays.

Pour terminer, je voudrais remercier les organisateurs de ces assises pour le temps consacré à cette activité. Ces mots de remerciements sont aussi pour les membres du Bureau politique, le directoire national du parti pour le travail abattu en si peu de temps, pour le Secrétaire Général et le Secrétaire général adjoint, pour les Secrétaires nationaux, les Fédéraux, les Sectionnaires et tous les membres du LGD de partout où ils se trouvent. J'ai bien noté l'ensemble de vos propositions et je voudrais vous rassurer que je vous ai entendu. Notre parti, le LGD, rentre dans une ère de renouveau qui sera une œuvre collective jusqu'à la victoire finale.

En effet, notre action, celle que j'entends conduire avec passion et sacrifice, ne s'inscrit pas dans l'éphémère et dans la recherche du pouvoir pour la jouissance. Elle s'inscrit plutôt dans la durée et pour le bonheur de tous les congolais. Nous travaillerons donc ensemble pour faire déplacer les montagnes et réaliser le rêve de nos aïeux.

Que Vive le LGD !

Que Dieu bénisse la RDC !

Je vous remercie.

Kinshasa, le 1^{er} juin 2024